

POINT DE VUE

# « Créer des marchés communs entre pays à productivités agricoles comparables »

par Marcel Mazoyer\*

**Auteur avec Laurence Roudart d'une monumentale « Histoire des agricultures du monde », Marcel Mazoyer, enseignant et chercheur à l'Institut national agronomique de Paris-Grignon, explique pourquoi il faut protéger de la concurrence les agricultures les plus vulnérables.**

**B**AISSE des prix agricoles réels, baisse des revenus agricoles, exode, chômage, salaires quasi nuls, baisse des prix réels des matières premières et de tous les biens et services exportables produits par les pays en développement : tel est le résultat de la mise en concurrence inconsidérée, sans protection, de l'agriculture manuelle, majoritaire dans ces pays, avec les agricultures les plus performantes du Nord et du Sud.

D'où il résulte que les pays agricoles pauvres, encore appauvris par la baisse des prix, ne peuvent pas disposer des recettes budgétaires et des recettes en devises qui leur permettraient d'édifier un Etat avec des services publics dignes de ce nom et de se moderniser. Ainsi s'est développée une pauvreté de masse, c'est-à-dire, une non-solvabilité des besoins sociaux, publics et privés, les plus élémentaires, qui touche aujourd'hui plus de la moitié de l'humanité.

Or c'est précisément cette formidable insuffisance de la demande solvable qui ralentit depuis un quart de siècle le développement de l'économie mondiale. Ce qui provoque, par contrecoup, la remontée du chômage et de la pauvreté jusqu'au cœur des pays développés eux-mêmes.

Et, pour sortir de la crise cette toute nouvelle économie mondiale en mal de débouchés solvables, il n'est pas d'autre voie que de relever de manière significative le pouvoir d'achat des pays agricoles pauvres.

Pour cela, si notre diagnostic est exact, il faut commencer par les protéger de manière importante et progressive des importations alimentaires à bas prix, tout en relevant parallèlement les salaires et les prix des autres denrées agricoles, des matières premières et autres biens et services exportés par ces pays.

Mais cette stratégie de relèvement des prix et des revenus dans les pays pauvres ne doit pas être uniforme : le niveau des prix, et donc, le niveau de protection d'une agriculture doivent être établis en raison inverse de sa productivité. Ils doivent, par exemple, être plus élevés pour les pays d'Afrique intertropicale que pour ceux d'Asie du Sud-Est et que pour certains pays d'Amérique latine.

Pour ce faire, il conviendra donc de délimiter de grands ensembles géo-

graphiques regroupant des pays dont les productivités agricoles sont du même ordre de grandeur. Chacun de ces ensembles constituerait une sorte de marché commun jouissant d'un niveau de protection et de prix agricoles assez élevés pour que l'économie paysanne puisse se développer au lieu de continuer à dépérir.

Cette nouvelle organisation mondiale des échanges suppose une vaste négociation et un accord international pour délimiter ces nouveaux marchés communs, pour fixer les prix et les quantités de denrées exportables par chacun d'entre eux, et toute une série de mesures pratiques visant à compenser les écarts de prix et à équilibrer les marchés.

Sans doute, cette politique d'aide au développement opérant par des prix différenciés sur un marché mondial organisé et hiérarchisé sera-t-elle difficile à organiser et à gérer. Mais elle ne le sera pas plus que les politiques d'aide financière dont l'expérience a montré qu'elles ne pouvaient pas entraîner les pays les plus pauvres dans un vrai processus de développement. ■

\*Professeur d'agriculture comparée et président du département des sciences économiques et sociales à l'Institut national agronomique Paris-Grignon (Ina-PG). *Histoire des agricultures du monde*, Le Seuil, Paris, 1997.